

Un patrimoine fédéral vieillissant et une culture communautarisée

Des seaux, disséminés sur le sol au milieu des œuvres d'art, pour recueillir les gouttes de pluie tombant des verrières endommagées. C'est la triste image qu'ont donnée les Musées royaux des Beaux-Arts et les Musées royaux d'art et d'histoire en ce début d'année 2016. Alors quoi ? Tout fout le camp ? Nos plus grandes institutions tombent en ruine, leurs collections sont menacées et le spectre de la fermeture ou du démantèlement rôde sur chacun d'eux ? Pas si simple.

Le premier problème de ces infrastructures fédérales est lié à leur âge. Entre usure du temps, transformations au petit bonheur la chance, inadaptation aux normes contemporaines d'exposition et problèmes longtemps endémiques du côté de la Régie des bâtiments, ils ont fini par devenir des monstres chancelants.

On a connu la même situation dans des pays voisins. Mais avec des réactions plus rapides en des temps où la crise financière n'avait pas encore frappé. En France, par exemple, le réaménagement du Grand Louvre et la création du Musée d'Orsay datent des années 80. D'autres lieux, comme le Musée Picasso, le Musée des Beaux-Arts de Nancy, le Musée des arts décoratifs ou le Musée Guimet ont été totalement restaurés. Et pour cela, fermés durant de nombreuses années. Tout comme le Stedelijkmuseum et le Rijksmuseum à Amsterdam fermé durant... dix ans, entre 2003 et 2013. Rien de tel chez nous. Depuis toujours, les travaux se font par tranches avec, comme exemple type, la fermeture d'une série de salles aux Musées royaux des Beaux-Arts pour d'indispensables opérations de désamiantage. A peine entamées en 2003, celles-ci ont été interrompues par manque de budget. Puis relancées quelques années plus tard. Elles sont aujourd'hui terminées depuis longtemps mais les salles sont toujours fermées : « Elles sont saines mais doivent être totalement rééquipées », explique Michel Draguet, directeur des lieux. *Électricité, climatisation, sécurité, verrière à refaire... Tout cela a été prévu dans un master plan très précis mais de report en report, on est très loin de*

leur réouverture. »

Aujourd'hui, avec le budget récemment dégagé par Beliris (30 millions pour les travaux dans les musées fédéraux) et si on se fie aux déclarations du responsable de la Régie des Bâtiments (lire en page 32 et 33), les travaux pourraient enfin redémarrer.

Au Musée de l'Afrique centrale, par contre, les échéances sont claires. Fermé en décembre 2013, il est actuellement rénové de fond en comble et doté d'une extension. Il devrait rouvrir, comme prévu, en 2017. « Certes, murmurent certains de nos interlocuteurs. Mais comme par hasard, le seul musée pour lequel on ait fait un tel travail est situé géographiquement sur le territoire flamand. »

Pourtant, d'autres institutions dépendant du fédéral ont également bougé ces dernières années. L'exemple le plus frappant est celui du Palais des Beaux-Arts. Sous le règne de Paul Dujardin et du Vicomte Davignon, celui-ci a retrouvé son architecture d'origine à la suite de plusieurs phases de travaux lancées dès l'arrivée de Dujardin à sa tête en 2002. Le but : vider les lieux de tous les bureaux, rendre aux activités culturelles tous les espaces et redonner à l'architecture d'Horta son apparence d'origine. Un chantier titanesque que bien peu croyaient réalisable. Il a pourtant abouti en quelques années. Deux différences toutefois avec les grandes institutions muséales fédérales : Bozar ne possédait aucune collection à déménager et il ne dépend pas de la politique scientifique mais directement du Premier ministre comme l'ONB et le Théâtre royal de La Monnaie. Trois institutions dites « biculturelles » sous la responsabilité actuelle du vice-Premier ministre Didier Reynders. Bozar possède en prime un statut de « société anonyme de droit public à vocation sociale » que la Secrétaire d'Etat à la politique scientifique, Elke Sleurs, semble vouloir étendre aux diverses institutions qui dépendent d'elle (dont le Cinquantenaire et les Musées royaux des Beaux-Arts).

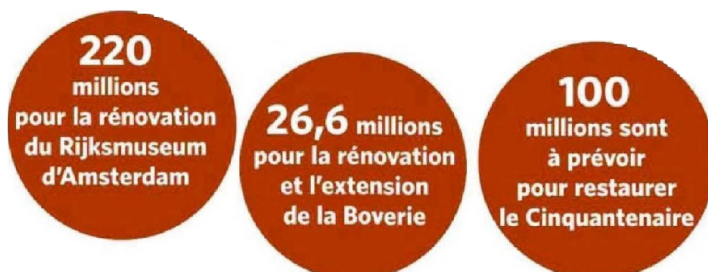
Mais on le sait, hormis ces

quelques grands vaisseaux situés à Bruxelles, l'essentiel de la culture ne dépend plus aujourd'hui du fédéral mais des communautés. « La brique était le moyen d'affirmer une identité au début de l'installation des communautés », rappelle un de nos interlocuteurs. Au milieu des années 80, la jeune Communauté française décide d'investir dans des lieux liés à des pratiques spécifiques. Une multitude de chantiers sont lancés qui donneront naissance au Mac's du Grand Hornu, au Musée de la photo à Charleroi, au BPS 22 à Charleroi, au Théâtre de Liège, au Centre de la gravure à La Louvière, au Manège à Mons et bien d'autres dont le Théâtre national n'est pas le moindre exemple.

Durant de nombreuses années, en fonction des besoins et des opportunités, la Communauté française investit donc dans les briques. On restaure, on construit, on transforme. Entre 1985 et 2008, le budget annuel alloué aux infrastructures culturelles est de 20 millions dont une grosse partie est destinée aux 47 infrastructures dépendant directement de la Communauté. Mais aujourd'hui, ce budget n'est plus que de 9 millions. Et il risque de diminuer encore. Plus question de construire quoi que ce soit. Et on se demande même si entretenir les lieux existants sera encore possible. D'autant qu'il reste de gros chantiers à envisager.

Pourtant des solutions sont trouvées. A Ramioul, le Préhistomuseum vient d'inaugurer ses nouvelles installations réalisées pour un budget d'environ 7,5 millions d'euros financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région wallonne (au titre du tourisme). Un peu partout, des partenariats se montent entre Communauté, Région, provinces, communes. Avec une exception : Bruxelles où la Région et la ville semblent vouloir prendre leur autonomie en gérant seules leurs lieux de culture. Un peu comme les Communautés l'avaient fait dans les années 80. Et comme le montre, jusqu'à présent, le projet de Musée d'art contemporain voulu par la Région sur le site de l'ancien garage Citroën. ■

JEAN-MARIE WYNANTS



Liège Un musée restauré et étendu

Novembre 2010. À l'occasion de l'exposition « Jardin d'hiver » au Mamac, nous découvrons une étonnante œuvre de Paul Chan. Une projection d'ombres chinoises plutôt osée sur tout un mur du musée. Si la projection est déjà impressionnante, elle bénéficie en plus d'un étonnant effet spécial. Une sorte de rideau translucide semblant se mouvoir sur le mur. On s'approche pour tenter d'en comprendre le fonctionnement. Surprise : il s'agit d'une fine pellicule d'eau dégoulinant du plafond jusqu'au sol. Seul problème : rien ne semble avoir été prévu pour récupérer l'eau au bas du mur. Et pour cause : le phénomène n'est nullement dû à l'artiste, mais à d'authentiques infiltrations causées par le mauvais état de la toiture... On imagine la catastrophe si, sur le même mur, avaient été accrochés les Chagall, Picasso ou Van Dongen appartenant aux collections. À l'époque, l'anecdote illustre dramatiquement l'état de délabrement des institutions culturelles liégeoises.

Un nouveau visage

Six ans plus tard, le paysage a radicalement changé. L'ancien Mamac a changé deux fois de nom. Il s'appellera finalement le Boverie, en référence au parc qui l'entoure, et ouvrira ses portes au mois de mai. Mais, surtout, il affiche un nouveau visage sans rien perdre de son élégance d'origine. En arrivant sur place, on est charmé comme toujours par le vaste parc qui l'entoure avec ses lapins courant sur les pelouses. Au premier coup d'œil, le bâtiment d'origine est toujours là, majestueux et enfin dépoussiéré. Il capte tous les regards, au point qu'on remarque à peine la nouvelle aile. Cernée de parois en verre, elle se fond dans le

paysage. Pour y accéder, il faut entrer par les salles d'origine. Là, c'est l'éblouissement. On reconnaît les lieux et pourtant, tout a changé. Débarrassé de diverses cloisons accumulées au fil des temps, restauré de fond en comble, remis aux normes de conservation, le bâtiment est un petit bijou. À l'étage inférieur, les sombres réserves ont cédé la place à de nouvelles salles d'exposition et à un auditoire flambant neuf. Impressionnant. Quant à l'extension, avec ses parois vitrées et ses colonnes blanches aux allures de tronc d'arbre, elle joue la carte de la simplicité et de l'ouverture sur l'environnement immédiat.

Les fonds Feder

« Globalement, la Ville de Liège dispose de joyaux culturels reconnus et importants, explique Roland Léonard, échevin des travaux publics. Mais ce sont des vaisseaux importants à gérer, tant au plan du contenu que des infrastructures. Depuis les années 90 et les périodes où la Ville a connu de grosses difficultés financières, on avait vu un pan de son activité se scléroser, y compris la maintenance des bâtiments. Cette absence de dynamique a pu être combattue par une gestion plus rigoureuse. Dans les années 2000, on a commencé à voir le bout du tunnel. Des projets ont pu ressortir. »

Une évolution s'appuyant sur divers partenaires : Fédération Wallonie-Bruxelles, Région wallonne, province et les fonds Feder européens. L'opéra, le théâtre : les chantiers se sont multipliés. « La programmation Feder 2008 a ensuite permis de s'attaquer au chantier de ce qui sera bientôt le Boverie. » Les fonds Feder ont permis de lancer un concours d'architecture au niveau internatio-

nal. Sur une trentaine de candidats, cinq ont été sélectionnés en 2009. « Au final, le jury a choisi l'association entre le bureau liégeois PHD et Rudy Riciotti, l'architecte du Mucem de Marseille. Pour Riciotti, il s'agissait de respecter les lieux tout en étant novateur. L'extension est légère, posée sur le parc de manière pas du tout agressive. Elle prolonge ce que les fondateurs avaient réalisé. Aujourd'hui, le Boverie dispose de 4.000 m² utilisables : 1.800 m² de l'ancien bâtiment, l'extension de 1.200 m² et de nouvelles salles en sous-sol avec des hauteurs sous plafond arrivant à quasiment 4 mètres de haut pour le parcours permanent. »

Un montage financier

Le tout pour un budget de 26,6 millions. « Au total, la Région wallonne a apporté 50 % du financement, le Feder 40 % et la Ville, 10 %. Avec quelques petits dépassements de budget imposés notamment par la nécessité d'une dépollution des sols et un changement des normes européennes de câblage électrique en cours de chantier. Au total, on arrive donc à 26,6 millions. C'est un budget, bien sûr, mais ça nous a aussi permis de faire travailler de nombreuses entreprises de la région. »

Alors que nous quittons les lieux, un homme promenant son chien nous accoste au pied des grands escaliers, s'étonnant que nous ayons pu pénétrer dans le bâtiment. Apprenant que nous sommes journaliste, il se lance dans un long récit sur le passé des lieux. Puis conclut : « En tout cas, il était temps qu'ils fassent quelque chose. Et ça a l'air réussi. Mais maintenant, faut voir ce qu'ils vont en faire... » ■

JEAN-MARIE WYNANTS